

# RETRAITÉ·ES, CONTINUITÉ DE LA VIE SYNDICALE

## LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET BUDGET 2026<sup>1</sup>

*Cette LFSS tourne le dos à la revendication du 100 % Sécu. Les LFSS inversent la logique de la Sécu, sont un levier pour l'étatiser, la faire dépendre des impôts et taxes, la priver progressivement du financement par les cotisations (en 2025, 80 Mds € d'exonérations). Rien à voir avec les besoins en santé de la population.*

22

Le Lien N°228 - mars. 2026

**L**a LFSS 2026 prévoit + 3,3 % (+ 3,6 % en 2025), alors que la Fédération hospitalière demande 4,5 % et que la dépense réelle a augmenté de 4,6 % en 2025 (source CNAM). Les tarifs hospitaliers sont bloqués, les hôpitaux et les EHPAD seront encore plus dans le rouge.

Les médecins, et pas seulement les libéraux, se sont massivement mobilisés contre cette LFSS qui remet en question leur liberté de prescrire, en particulier des congés de maladie-.

La LFSS 2026 a été adoptée à 15 voix près. Les députés qui l'ont votée ont donc voté la retraite à 64 ans, avec un décalage de 2 ans, mais c'est bien 64 ans.

Jusque dans les détails, la LFSS 2026 est une infamie. Qu'on en juge : pour les femmes pouvant partir en « carrières longues », la prise en compte passe de 8 à 2 semaines, pour ne pas faciliter leur départ avant 64 ans !

**Le budget de guerre et d'austérité a été « adopté » sans vote, après trois 49-3**

**Macron dans ses vœux aux Armées « En deux mandats, le budget des Armées aura été doublé ».** Il répond au diktat de Trump : 5 % du PIB doivent aller aux dépenses d'armement. Il a annoncé un service national qui coûterait 2 Mds €.

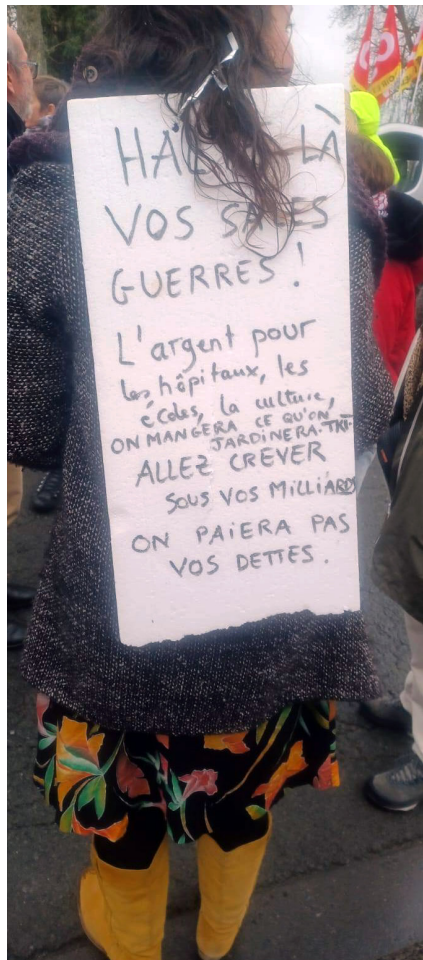
**Et les ARS<sup>1</sup> demandent aux hôpitaux de faire des stocks stratégiques, des lits pour les blessés, des médicaments, etc. en prévision de la guerre, à partir de mars 2026 !**

**Non, nous ne sommes pas « prêts à accepter de perdre nos enfants<sup>3</sup> » (et nos petits enfants) !**

**Moins 4 Mds € pour la santé et l'hôpital public, mais plus 6,7 Mds € pour dépenses militaires et moins 4000 postes en primaire & secondaire.**

Un « détail » : **100 millions € en moins pour l'adaptation des postes des personnes en situation de handicap !**

**Hôpitaux : il manque des lits partout.** On meurt en attendant aux urgences, surtout des personnes âgées.



Partout, les personnels n'acceptent pas cette situation et se mettent en grève pour danger grave imminent (DGI) comme à Angers (10 lits obtenus), Saint-Nazaire (16 emplois obtenus), Laval, Lyon...

Le gouvernement se prévaut de l'augmentation de 50 € de la prime d'activité. Mais elle n'est pas du salaire, c'est nous qui la payons par nos impôts, pas les patrons.

Il a certes renoncé à désindexer le barème de l'impôt sur le revenu, estimant l'inflation à 0,9 %.

**Il a renoncé à geler les pensions et les prestations sociales, mais cela reste très inférieur à l'augmentation des prix. Le doublement des franchises est abandonné, mais le reste à charge est insupportable.**

Tous les secteurs sont vent debout contre ce budget aux conséquences dramatiques pour les jeunes, les salarié·es, les retraité·es.

La totalité de ces méfaits n'impose-t-elle pas une riposte d'ensemble ?

Philippe Bouyries

<sup>1</sup> Respectivement LFSS 2026 et LF 2026

<sup>2</sup> Agences régionales de santé

<sup>3</sup> F. Mandon, chef d'état-major des armées, 19 nov 2025